

pour le progrès, aussi bien qu'à celles de la Banque interaméricaine de développement. Le Canada est membre de l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire, de l'Institut interaméricain de statistique, du Centre interaméricain des administrateurs fiscaux et du Centre d'études monétaires pour l'Amérique latine. Le Gouvernement du Canada entend resserrer ses liens avec ces organisations.

De plus, le Canada cherchera à devenir membre de plein droit des organisations interaméricaines suivantes: l'Organisation panaméricaine de la santé, l'Institut interaméricain des sciences agricoles, l'Institut indianiste interaméricain, la Conférence interaméricaine de la sécurité sociale et le Centre interaméricain de promotion des exportations. Le Canada participera aussi au Fonds interaméricain de secours d'urgence.

Finalement, sous réserve d'un avis favorable des membres de l'OEA, le Gouvernement canadien aimerait mettre en place, avec l'Organisation, des rapports officiels au niveau qu'il conviendra. Nous concevons cet éventuel représentant canadien comme étant investi d'un statut d'observateur permanent. Nous souhaiterions qu'il assiste régulièrement aux réunions des organismes interaméricains auxquels s'intéresse le Canada dans tous les cas où cette participation canadienne apparaîtrait convenable. En tant qu'il constituerait la liaison principale entre le Canada et l'OEA, ce représentant canadien aurait, selon nous, à s'occuper de tous les aspects des affaires interaméricaines auxquelles le Gouvernement canadien pourrait légitimement s'intéresser. Nous estimons que des dispositions pourraient être prises dans ce sens, pouvant permettre au Canada d'améliorer dans une large mesure sa connaissance et sa compréhension de l'Amérique latine et, singulièrement, de l'OEA et d'autres institutions régionales de l'hémisphère. Par ailleurs, nous souhaitons que de telles dispositions puissent permettre à nos voisins de l'hémisphère de mieux comprendre les positions et les aspirations du Canada.

Voilà, Monsieur le Président, les modalités principales par le truchement desquelles le Gouvernement canadien souhaite, dans une collaboration avec les pays de l'Amérique latine, l'Organisation des États Américains, ses organismes associés et, les circonstances s'y prêtant, avec les organisations régionales latino-américaines, développer ses relations avec l'Amérique latine. On trouvera des renseignements plus détaillés au sujet de nos projets de programme et de la pensée dont ils s'inspirent dans un document intitulé "Amérique latine" qui fait partie d'une série de documents que vient de publier le Gouvernement du Canada à l'issue de la révision de sa politique étrangère.

Il n'est pas impossible que ce que je viens de dire aujourd'hui, même considéré dans le cadre de la déclaration de politique générale plus détaillée de mon Gouvernement, puisse décevoir les espoirs qu'on avait pu entretenir en certains milieux. S'il en est ainsi, je me dois alors de souligner qu'il ne faut pas oublier que le Canada est une puissance moyenne dont diverses sphères d'action se disputent les ressources. J'ajoute, au reste, que le Gouvernement canadien entend agir aussi rapidement et constructivement que possible dans le sens d'une collaboration complète dans l'hémisphère. C'est dans cet esprit, Monsieur le Président, que j'ose formuler le vœu que, considérant l'heureuse circonstance qui a fait coïncider cette réunion de l'OEA et la publication récente de certains aspects nouveaux de la future politique étrangère du Canada, on pourra dire avec raison de cette session qu'elle aura marqué un nouveau départ dans les rapports entre le Canada et les nations dont l'appartenance commune au nouveau monde en font l'associé.